

**LA QUESTION DU DÉVELOPPEMENT RURAL EN ALGÉRIE :
ÉTUDE DE CAS DE LA WILAYA DE TLEMCCEN**

Baghdad CHAÏB

*Maître de Conférences, Faculté des Sciences Economiques, de Gestion
et des Sciences Commerciales, Université de Tlemcen*

INTRODUCTION

Les dernières transformations à l'échelle économique (mondialisation, globalisation, régionalisation, regroupements par entités, ...) ont participé largement aux mutations du monde rural et de vastes mouvements de réorganisation et réorientation du système économique du dit secteur.

La reformulation des différentes politiques agricoles selon les directives et les exigences des organismes internationaux ont conduit à une certaine révision de certaines pratiques dans ce monde, et notamment la réallocation des ressources disponibles, les restructurations des exploitations agricoles, et une nécessité d'adapter les stratégies agricoles selon des principes basés sur l'économie libérale.

Notre principal souci, à travers cette tentative, réside dans la dégradation continue et presque routinière des zones rurales, et on sent que l'on s'intéresse beaucoup plus aux villes et au monde urbain lorsqu'il s'agit de la question de la mondialisation.

En effet, on remarque que si la population rurale diminue en valeur relative, elle continue à augmenter en valeur absolue, ce qui dénote que l'on ne peut ignorer une telle influence et un tel élément qui pèse de tout son poids sur la scène nationale où internationale.

On constate, malheureusement, que les disparités se creusent et s'écartent de plus en plus entre les zones urbaines et les arrière-pays ruraux, mais cela est plus spécifique pour les régions du Sud où les sociétés rurales se caractérisent par un certain blocage, un enfermement, un cloïsement, un délaissement, mais plus grave, un inquiétant décrochage par rapport aux zones urbaines.

A la lumière de tout cela et sans trop tarder sur d'autres points plus touchants de cet espace, on peut dire que les zones rurales se manifestent par une dégradation, de plus en plus dangereuse, et les phénomènes suivants :

- **une pauvreté accrue ;**
- **une économie de subsistance et de survie ;**
- **existence des infrastructures obsolètes ;**
- **insuffisance d'accès aux conditions élémentaires de vie comme l'eau, l'éducation, la santé, la communication, ... ;**
- **un taux inquiétant de chômage et une recrudescence du phénomène de l'exode rural.**

Notre intérêt pour un tel sujet, conformément aux observations citées précédemment, est lié à cette conséquence de plusieurs études qui conclut que « **le monde urbain n'avait plus besoin de ses campagnes et peut se targuer d'affronter la mondialisation avec moins de pertes et de dégâts que celui du monde rural** », ce qui nous pousse à se poser un tas de questionnements pour savoir les raisons essentielles à cette conclusion.

Il convient de mentionner que le monde rural ne se résume pas uniquement à des acteurs réunis autour d'une même activité, à savoir les activités agricoles, mais à différents acteurs qui bataillent et luttent pour leur propre survie et des intérêts dans un monde qui devient de plus en plus agressif, impitoyable, inégal et très exigeant en matière de libéralisme économique, condition pour toute idée d'insertion économique dans la sphère mondiale.

I - LA QUESTION DU DÉVELOPPEMENT RURAL : DÉFINITIONS, CONTENUS ET PROCESSUS

La définition du monde (où société) rurale se caractérise par la traditionnelle délimitation géographique et une question de l'aménagement territoriale qui définit, en clair, les frontières tracées entre les espaces ruraux et urbains, en insistant plus particulièrement sur l'exercice de la profession agricole et para agricole.

Il faut, néanmoins, préciser que le développement rural est le fruit et résultat du développement et l'évolution de **la société rurale**, ce qui signifie que le rôle des instances publiques fut déterminant pour bien départager les deux espaces et bien clarifier le sens d'une politique à intérêt et caractère rural et celui de sa relation avec l'évolution historique du monde rural.

Les différentes approches théoriques et littéraires ont, abondamment, confirmé la place du monde rural dans les discussions sur les thèmes de l'économie rurale et agricole, et il ne suffit que de contempler les merveilles du tableau économique de **QUESNAY**, les approches de **D. RICARDO** sur la rente et la loi des rendements décroissants, les autres explications

des classiques et néo-classiques sur la fonction agricole et surtout sa place dans le développement économique, sans omettre la pertinence d'autres approches plus contemporaines qu'on aura l'occasion de discuter ultérieurement.

Le capital naturel (les arbres, la terre, l'air, les espaces verts, les rivières,...) constitue, évidemment, un élément de base dans le sujet du développement rural et aussi dans la procuration des revenus pour les concernés, notamment la terre et les arbres, ceci sans oublier les autres facteurs, à savoir le capital humain, le capital financier, le capital physique (infrastructures de base), le capital social (ressources sociales), ...

Il s'est avéré que l'utilisation de l'aspect historique, dans notre tentative d'expliquer au mieux la définition du rural, peut nous permettre de mieux cerner les innombrables difficultés et contraintes rencontrées et vécues par cette frange de population et d'expliquer **les causes des problématiques territoriales**, ainsi que **les comportements** des acteurs concernés (fermiers, paysans, artisans, commerçants, éleveurs, décideurs politiques et autres).

Pour mieux résumer cet aspect, on reprend les phases suivantes :

- 1 - agriculture-élevage** : moyens et forces de production ;
- 2 - agraire** : les relations de production et typologies agraires ;
- 3 - économique** : études et analyses plus macro et micro économiques ;
- 4 - civilisation rurale** : forces externes dans le milieu rural.

La délimitation des territoires est, objectivement, une condition pour mieux appréhender cette question du monde rural, mais cela peut s'avérer beaucoup plus complexe et difficile car les flux des échanges peuvent avoir lieu soit à l'intérieur d'un territoire, soit entre **différents** territoires, ce qui nécessite la recherche des approches plus aptes et adéquates pour illustrer et démontrer la complexité de l'analyse territoriale concernant la question du développement rural, et aussi d'envisager une meilleure concentration sur le thème de la recherche des moyens les plus pertinents pour ce sujet dans un moment de rééquilibrage entre un monde urbain en pleine effervescence et un monde agricole à la recherche de ses traces.

En se basant sur une étude des experts du F.M.I¹, on peut tirer certaines leçons sur la question du développement et la croissance économique, avec une attention particulière au développement rural, du au fait que l'on peut discuter d'une croissance sans une approche plus singulière de la question agricole.

¹ Revue « Finance et développement », Volume 43, N°1, Mars 2006, pp. 7-12.

1 - Une absence extraordinaire de la relation entre les réformes économiques et un taux appréciable de croissance, ce qui dénote une autre approche plus pragmatique et renforcée entre une batterie de réformes concernant le milieu rural et ses impacts directs sur l'amélioration des conditions de vie des populations rurales.

2 - Une nécessité de promouvoir l'idée de la croissance et non pas juste de rechercher des taux acceptables, car en fin de compte, un développement rural prend beaucoup plus de temps que l'on peut imaginer et requiert ainsi un programme beaucoup plus approprié.

3 - Les conditions de promotion de la croissance, et par conséquent le développement du monde rural, ne sont pas obligées d'être identiques, car les conditions du milieu rural diffèrent d'une région à une autre.

4 - La question du développement rural transite, impérativement, par une stabilité macro-économique, ce qui paraît très logique et nécessaire, étant donné que la stabilité rurale est une question d'un équilibre sur tous les fronts, notamment financier, monétaire, commercial,...

5 - Un aspect fort important apparaît dans l'analyse du monde rural ce qui nous paraît fondamental réside dans la place que doit occuper l'Etat, car cet agent est fortement recommandé dans une phase de transition et de mutation du monde agricole et rural.

6 - Tout débat sur la manière de croître et développer le monde rural se concentre sur la recherche des meilleures méthodes adaptables à ce milieu, car il ne sera pas facile de faire face aux multiples contraintes et obstacles à des moments donnés, notamment les crises et mauvaise conjoncture.

7 - La leçon la plus intéressante dans la question du développement rural réside dans la façon d'appréhender la question de la croissance économique, car il nous semble que chaque Etat et nation utilise des réformes et méthodes qui, parfois sont identiques alors que les caractéristiques diffèrent, et parfois, sont différentes alors que les spécificités de ces Etats sont presque identiques, et selon un consensus², la résolution du développement rural a besoin beaucoup plus d'engagements, rigueur, et d'humilité dans la manière de mettre en place les réformes économiques et les différentes politiques économiques, plus particulièrement, celles en relation directes avec les principales caractéristiques de ce monde, et de ce fait, un bon diagnostic du milieu rural devient une exigence et nécessité pour la question de l'amélioration du monde agricole et rural.

2 Consensus de Barcelone, décembre 2004.

Les priorités rurales sont, généralement, connues et identifiées et il ne reste qu'à trouver les remèdes appropriés et adéquats, ce qui requiert une attention particulière aux dynamiques des exploitations agricoles et rurales et les stratégies d'adaptation des ménages ruraux, toute transformation du monde rural est liée à la question des défis de la mondialisation, et ceci devient un autre sujet de débat et discussion.

II - LE SECTEUR AGRICOLE EN ALGÉRIE : ETAT DES LIEUX

Il est largement admis et reconnu que le secteur économique qui a suscité tant de débats et discussions, mais jamais de solutions définitives, demeure le secteur agricole dans ce pays, car il faut dire que la situation devient, non seulement agonisante, mais surtout inquiétante étant donné les défis de l'économie algérienne dans le cadre de sa nouvelle politique d'ouverture économique.

Les différentes contributions littéraires et académiques, qui recèlent d'excellentes approches à cette question de développement agricole et rurale, comme O. BESSAOUD, S. BEDRANI, M. BOUKELLA, H. A. AMARA, A. DJENNANE,... , ont essayé de montrer les lacunes et insuffisances de gestion du secteur, mais d'une manière très objective et non biaisée, en insistant beaucoup plus sur les raisons et causes d'une telle stagnation et de cette rigidité de l'offre agricole.

Pour notre part, on va essayer de se concentrer sur une présentation chiffrée et descriptive de l'évolution du secteur à travers le regroupement des différentes statistiques et autres données relevées par le biais des différents organismes, à savoir le ministère de l'agriculture, l'O.N.S, les centres de recherche, et les innombrables directions de l'agriculture à travers le territoire national.

Ainsi, selon l'annuel rapport du C.I.H.E.A.M³, le secteur agricole contribue pour environ 12% du P.I.B et 25% dans l'emploi global, mais les prévisions sont optimistes quand à une meilleure contribution dans le recrutement de la main d'œuvre.

Durant les dernières années (entre 2002 et 2004), le taux de croissance agricole a atteint les 3%, ce qui est considéré comme acceptable étant donné que les disponibilités pluviométriques et climatiques n'ont pas toujours répondu aux vœux des agriculteurs et éleveurs, mais il faut bien préciser que les tendances ont été différentes d'une production à une autre.

Les céréales, par exemple, ont connu une régression de 6%, expliquée largement par une baisse de la production des blés de 37%. La production d'horticulture a augmenté de 12%, mais cela reste inférieur aux productions

3 Le rapport annuel du CIHEAM, Agriculture, pêches et développement rural durable, 2006.

des autres pays méditerranéens, et la bonne performance est venue de la production des tomates qui a boosté celle de la production industrielle avec 35%, sans oublier une bonne production du tabac avec 34% pendant la période indiquée.

En réponse à une demande de plus en plus accrue des fruits, la production a augmenté de 8% mais demeure très relative, car les prix ne correspondent pas réellement à la capacité des consommateurs, ce qui n'est pas le cas, du moins concernant la production, pour les olives qui ont connu une couverture des besoins des consommateurs de 11kg précédemment à 29kg en 2004.

Ceci dit, la production végétale reste dépendante des fluctuations et des aléas climatiques, même si les efforts de l'Etat à travers son programme de redressement (le P.N.D.A notamment) sont bien réels, mais on ne peut s'empêcher de relever que les différentes tentatives de remédier aux difficultés du secteur ont créé plus de problèmes que de trouver les causes réelles pour expliquer la rigidité de l'offre agricole.

Toujours selon le rapport cité, la production animale a accru de 6.5% durant cette période, plus précisément 4% dans le nombre du bétail, 8% dans celui de la volaille, 6% pour les œufs et 19% pour la production du lait.

Ces données ne cachent pas, néanmoins, la dépendance alimentaire du pays envers l'étranger puisque la balance agricole enregistre depuis longtemps un déficit inquiétant, qui devient emblématique et qui laisse champs libre à toutes sortes de spéculations sur les capacités réelles du pays pour faire face à une demande toujours en croissance.

On cite, ainsi, une augmentation de 1% pour les importations des céréales, 19% pour le lait et ses dérivées, 12% pour les huiles et 14% pour le sucre, alors que du côté des exportations agricoles, celles-ci ont certes augmenté en termes de volume (21% en 2004), mais leur parts dans le commerce demeure très insignifiant (à peine 4% durant la période citée).

Au vu de ces statistiques, on ne peut se réjouir des performances du secteur agricole en Algérie, et on se contentera de citer les principales contraintes de son développement comme suit :

1 - L'inefficacité de certaines politiques entamées et engagées pour la promotion du secteur agricole, comme le lancement de la révolution agraire, la socialisation du secteur, la marginalisation du secteur privé, l'oubli de la profession agricole, l'apparition des surenchères étranges au secteur lui-même,...

2 - Les effets de l'environnement agricole, comme la dégradation des écosystèmes, l'érosion éolienne, la dégradation des sols et surfaces agricoles, ...

3 - L'échec de la gestion de certaines exploitations agricoles (privées ou étatiques), ce qui a engendré une situation cafouilleuse et chaotique dans la distribution et la commercialisation des produits agricoles.

4 - L'épineuse question de la propriété foncière, qui reste une préoccupation majeure des pouvoirs publics, non seulement pour l'intérêt du monde agricole, mais aussi pour les professionnels et acteurs de celui-ci.

5 - Les effets et retombées des différents programmes et projets mis en place par l'Etat sur le secteur agricole, surtout l'ajustement structurel entre 1995 et 1998, notamment les résultats du désengagement de l'Etat comme : la hausse des prix soit à la production ou la consommation, la baisse des revenus agricoles, la dégradation de la vie rurale, les difficultés des agriculteurs et autres paysans de recourir aux crédits agricoles et la disponibilité des moyens de production, ...

On peut rajouter d'autres points mais on essaiera d'apporter notre touche personnelle sur cette question, pour affirmer que le désengagement de l'Etat à un moment où les agriculteurs avaient plus besoin de lui fut considéré comme un abandon et une fuite en avant, car selon A.DJENNANE (A. Djennane, 1997, page 96), les pays développés essayent de protéger au mieux le secteur agricole contre les dangers de la concurrence mondiale et pour une régulation sociale et territoriale, alors que dans le cas algérien, le retrait (certes) graduel des pouvoirs publics a permis une orientation plus accrue vers les cultures spéculatives que vivrières et des stratégies de production différentes de celles envisagées par l'Etat.

Là aussi, on peut étendre notre discussion sur les raisons qui ont créées une telle situation, mais cela ne changera pas le fait que l'on est en face d'une situation peu reluisante du secteur agricole (toutes productions confondues).

III - LE PLAN DE DÉVELOPPEMENT RURAL EN ALGÉRIE

La prise en compte de la nécessité de s'intéresser au monde rural pour toutes discussions sur le développement agricole revient en première scène en Algérie, à la lumière des derniers engagements du pays dans son projet de l'ouverture de l'économie à l'échelle mondiale.

Il faut savoir que des changements significatifs sont intervenus ces derniers temps en rapport notamment avec l'épineux problème du désengagement de l'Etat, et dans le cas algérien, cela s'est concrétisé par la promotion d'une nouvelle conception du développement rural et l'exigence d'une

autre vision de contribution des institutions et organisations vers d'autres intérêts de ce monde et plus précisément le sort des principaux acteurs du monde rural.

On peut, pour une meilleure explication et compréhension de ces changements, résumer cette nouvelle vision du développement rural, à travers la mise en place de ce programme et le projet, par le biais de certains points comme :

a - le développement rural devient une affaire qui concerne non seulement les agriculteurs et l'Etat, mais aussi tous les partenaires qui sont en lien direct avec ce monde, à savoir les consommateurs, les banques, les assurances, les marchés,... ;

b - la question rurale, dans le contexte algérien, transite par l'idée que l'intégration mondiale requiert l'évolution de la vie rurale, car les directives des organismes mondiaux se penchent toutes dans une optique claire sur les chances du développement économique ;

c - les dernières recommandations des principales institutions internationales (la FAO, FIDA,...) se concentrent sur une autre appréhension de la vie rurale qui ne repose plus sur l'Etat tout seul, mais aussi une meilleure contribution des concernés eux-mêmes à travers leur propres fédérations comme les chambres rurales, les organisations faitières, les O.N.G, les coopératives, les comités et conseils régionaux, les groupement et associations, les syndicats,... ;

d - la gravité de certains phénomènes économiques, exclusivement le chômage et la pauvreté, nécessite que l'on doive rechercher les origines, et dans le cas algérien, ces phénomènes deviennent inquiétants à plus d'un titre et exigent un intéressement de l'amélioration de la vie rurale ;

e - les dernières approches théoriques et littéraires, pas toujours celles des experts des organismes internationaux, convergent vers une idée et solution unique : on ne peut entamer un projet de croissance et évolution économique si l'on continue à ignorer la situation du monde rural, notamment pour les systèmes qui consacrent une part importante au secteur agricole.

Il est clair que la participation effective des populations rurales dans la gestion des affaires concernant le monde rural reste encore à l'état embryonnaire et trop limité, ainsi que l'organisation qui demeure centralisée et parfois non adaptée aux conditions locales, ceci a favorisé l'urgence de trancher entre le niveau rural et gouvernemental par le biais de ce projet de proximité et développement rural, qui doit répondre, en premier lieu, aux préoccupations des ménages ruraux.

Il faut savoir que dans le cadre de la loi n° 90-31 du 04/12/1990, plusieurs associations agricoles et rurales furent créées, puisqu'en 1999, le

ministère de l'agriculture a recensé **1300 associations** regroupant **112.000 adhérents**.

Cette création s'est poursuivie même au niveau des wilayas et communes, ce qui dénote tout l'intérêt que porte les intéressés au processus de changement opéré par les pouvoirs publics, et surtout l'urgence de se prendre en charge, vu que l'Etat a clairement signifié son souhait de se retirer progressivement de la gestion directe des exploitations agricoles, tout en ayant à l'esprit que la question rurale ne doit pas absolument être occultée au profit d'autres sujets, et cela contredit les dernières recommandations et directives des organismes internationaux.

La substance fondamentale du programme de développement rural en Algérie réside essentiellement dans la réduction du chômage et la pauvreté, et cela à travers des objectifs centrés sur les besoins réels des concernés eux-mêmes et en parallèle avec les préoccupations de ce monde.

On peut, dans ce sens, relever certaines options de ce programme, selon certains échos auprès des personnes rurales et des associations créées :

1 - la défense et la protection des différents intérêts des adhérents ;

2 - le développement et la promotion d'autres activités et des projets plus performants et adéquats avec les caractéristiques propres du monde rural ;

3 - la couverture et la réponse aux besoins multiples et diversifiés des populations rurales ;

4 - le renforcement du lien social ;

5 - la nécessité de reconfiguration du monde rural et le rapprochement sur des bases revues et corrigées entre le monde rural et la société globale.

Il faut retenir, dès la mise en place de ce programme, la nouvelle donne qui consiste à rendre le monde rural un monde plus attentif aux développements récurrents et imprévisibles de la sphère mondiale, notamment les questions qui touchent directement le milieu rural, comme les prix internationaux, le commerce agricole, les échanges à l'échelle mondiale, les discussions à caractère sanitaire et juridique, ...

Le programme de proximité et de développement rural en Algérie (P.P.D.R) s'inspire, ainsi, de la refonte complète et globale de l'activité agricole et l'adaptation des pratiques plus conformes aux principes de gestion plus autonomes et indépendants des concernés, en souscrivant selon les démarches de la décentralisation, par le biais de projets **L.E.A.D.E.R** et **L.E.A.D.E.R plus**, conformément aux directives principalement émanant

du F.I.D.A, pour le rapprochement entre le monde rural et la société urbaine.

Il est utile de savoir que l'examen des activités au niveau rural a relevé un certain nombre de résultats hérités, soit du colonialisme, soit des pratiques d'appropriation par l'administration centrale et étatique.

Conscient du fait que cela enfoncera encore plus le monde rural dans une léthargie et une situation plus grave, les promoteurs des projets cités (J.BONNAL entres autres) ont insisté sur la mise en place des projets qui doivent répondre à quelques questions comme :

a - le devenir de la population rurale ;

b - l'amélioration de la vie des personnes rurales ;

c - la coordination entre l'urbain et le rural.

Pour être plus conforme à notre introduction et plus réaliste sur le regain d'intérêt accordé au développement rural, il est nécessaire de revenir sur la question de réhabilitation souhaitée et engagée par le gouvernement algérien pour la profession agricole, et son corollaire, la profession rurale.

Il est aussi important de relever l'évolution des activités des associations et l'émergence de nouvelles initiatives, ce qui explique la nouvelle vision du développement rural, conçue et formulée par les décideurs économiques, en tenant compte du fait que la mutation vers un mode de gestion plus libéral et plus marchand, et en éliminant cette idée que l'économique ne prime que dans le circuit et réseau urbain ou semi urbain, mais bien de comprendre et d'assimiler que les activités rurales font, aussi, partie du développement économique.

Dans le cadre du discours sur le développement, la mise en place du programme de développement rural repose sur trois piliers :

1 - Etat/Marché ;

2 - structures sociales ;

3 - Etat/Communautés.

Ceci explique les nouvelles visions de ce type de programmes et éviter les erreurs des démarches antécédentes, car l'application et la mise en œuvre d'un tel projet s'inscrit, désormais, dans une optique complètement différente des pratiques précédentes, à savoir, une nouvelle agriculture pour un nouveau monde rural, et cela se base, dorénavant, sur les formes suivantes : (G. GORDILLO de ANDA, 1997).

- 1 - une agriculture intégrée (Integrated agriculture) ;**
- 2 - une agriculture élargie (Expanded agriculture) ;**
- 3 - une agriculture associée (Associative agriculture) ;**
- 4 - une agriculture contractuelle (Contract agriculture) ;**
- 5 - une agriculture urbanisée (Urban agriculture) ;**
- 6 - une agriculture féminisée (Feminised agriculture) ;**
- 7 - une agriculture tournée vers le capital humain (Human capital agriculture).**

Cet attardement sur les contours théoriques et les éclairages, plutôt, littéraires et académiques sur le programme de développement rural, mis en place par l'Etat algérien, émane de notre conviction que l'acceptation de ce projet est, intimement, liée à sa compréhension par les concernés et le fait de trouver un consensus entre l'Etat (Decision's Makers) et les bénéficiaires (Recipient's Makers).

On conclut, cette esquivance, par l'idée que tout programme de développement rural, dans le contexte algérien, doit considérer les effets directs et indirects de la mondialisation et globalisation, et cela pour, au moins, trois raisons essentielles :

- 1 - l'émergence du marché financier global et ses impacts sur la vie dans le milieu rural ;**
- 2 - l'émergence de nouvelles technologies et l'urgence de s'adapter ;**
- 3 - l'apparition de l'hyper concurrence.**

IV - PRÉSENTATION DU PROGRAMME DE PROXIMITÉ ET DÉVELOPPEMENT RURAL

Il serait préférable, avant de discuter de ce programme, de revenir, d'une manière succincte, sur la mise en place du Programme National de Développement Agricole (le P.N.D.A), pour une raison de relation entre la croissance agricole et celle du monde rural, avec l'esprit que ce dernier figure en priorité dans les visions actuelles des décideurs.

Il faut savoir que le P.N.D.A fut conçu à la lumière des derniers développements sur la scène internationale et nationale, notamment les résultats des négociations des pays membres au niveau de l'O.M.C, négociations qu'il faut bien préciser furent très serrées surtout sur les

questions des subventions, les soutiens et les prix, et ses actions portent principalement sur :

- 1 - la reconversion des sols (plus de trois millions d'hectares) ;**
- 2 - le développement de certaines filières (notamment celles qui enregistrent des régressions) ;**
- 3 - la mise en place d'un programme national de reboisement ;**
- 4 - la recherche de moyens pour améliorer les revenus agricoles.**

Ce programme devait revoir les expériences antécédentes de gestion agricole et remédier aux difficultés rencontrées, et ceci à travers les objectifs suivants :

- a - assurer la couverture des besoins alimentaires ;**
- b - contribuer à une meilleure implication des agriculteurs ;**
- c - réussir l'étape du retrait graduel de l'Etat ;**
- d - synchroniser le monde agricole et le rural.**

Selon O. BESSAOUD (Bessaoud, 2004), le programme du P.N.D.A fut, massivement, appuyé par l'Etat, dans la mesure où la recherche des voies pour le secteur agricole s'inscrivait dans toutes les décisions, et pour cela, il est appuyé par :

1 - la mise en place de nouvelles institutions et organismes (Agences foncières, Mutualité agricole, Agence Nationale de Réalisation des Infrastructures, ...) ;

2 - l'implication financière du Fonds national du développement agricole (environ 40 milliards de DA) ;

3 - multiplication des dépenses d'investissements par quatre (par rapport aux campagnes 1995/1998) ;

4 - un soutien financier de l'Etat (50 milliards de DA en 2002).

Il nous paraît trop tôt et un peu prématuré de conclure sur les effets de ce programme depuis son lancement en 2000, même si le Ministère de l'Agriculture s'en félicite, mais il nous est important de discuter sur ce projet et ses conséquences sur le programme du développement rural, pour la raison que le lancement du P.N.D.A devait, à priori, permettre celui du monde rural, et la coordination entre les deux projets enchaînera des

réactions positives et des retombées intéressantes sur tout le secteur, et plus particulièrement pour les agents suivants :

a - l'Etat ;

b - les professionnels du secteur agricole et rural ;

c - les utilisateurs des services agricoles et ruraux.

Pour revenir au projet sur le développement rural, il faut dire que son lancement fut pris en charge par le ministère de l'agriculture en 2005 et concerne 1227 projets de développement et cible 88.000 ménages ruraux.

Pour l'instant, on recense :

1 - 194 programmes de développement rural dans 25 Wilayas ;

2 - 241 projets pour faire face à la désertification dans 20 Wilayas.

L'une des nouveautés de ce programme réside dans le financement des opérations de **leasing** à travers le Fonds National du Crédit Bail, et cela pour favoriser la gestion plus directe et plus performante de certaines exploitations agricoles et rurales, et qui ont failli dans leurs missions de réhabilitation et en insistant sur des mesures d'accompagnement pour l'acquisition des équipements nécessaires aux activités rurales et agricoles.

Il faut noter, aussi, la contribution de la banque mondiale pour endiguer le phénomène du chômage rural, par le biais d'un prêt de **95 millions de \$**, qui concerne notamment **7 Wilayas** dans l'ouest du pays (Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Ain Temouchent, Mascara, Mostaganem, Relizane et Oran) et aussi d'autres projets pilotes qui concerne la recherche des voies et moyens pour améliorer les revenus des ménages ruraux.

La finalité du programme réside dans la manière de mieux encourager et stimuler le retour de la population rurale, durement touchée par la décennie noire (1992-2000) et cela en instaurant un système plus pécuniaire que d'autres pour garantir cette opération, et aussi en insistant sur la création des postes de travail (le ministère des Finances s'est mis de la partie en octroyant un fonds de **3%** du budget de l'Etat).

Aussi, l'autre avantage de ce programme découle des réductions entre **15 et 20%** des impôts et taxes pour toutes entreprises intéressées par une implantation dans ces zones, et aussi d'autres avantages financiers pour toutes transactions portant sur toutes opérations d'amélioration du monde rural, sans omettre le bénéfice d'un montant de **50 millions de centimes** comme aide pour la reconstruction des logements à titre privé.

Il faut bien préciser que le projet de développement rural se place comme une alternative plus renforcée et plus globale dans le cadre de l'évolution du monde rural, en tenant compte du fait de certaines habitudes comme la vie commune, les traditions, les coutumes, et aussi d'abolir les phénomènes néfastes comme la marginalisation, l'isolement, la précarité, ...

A cet effet, la stratégie adoptée consiste en :

- 1 - la gestion et la prise en charge pendant une période de 10 ans (2005-2015) de 10.500 projets décentralisés de développement rural ;**
- 2 - l'amélioration de la vie rurale de 2500 projets à travers une revitalisation des activités dans les villages ruraux ;**
- 3 - une tentative de désertification concernant 2150 projets ;**
- 4 - 1000 projets concerneront le recensement des ménages les plus pauvres et la distribution des terres appartenant à l'Etat, afin d'endiguer et de combattre le spectre de la pauvreté rurale.**

Il est toujours utile de rappeler que ce programme prévoit la création de **1.8 millions** postes de travail entre 2005 et 2015 selon le schéma suivant :

- a - 40% par le biais de l'emploi de jeunes ;**
- b - 40% par le biais des projets spécifiquement ruraux ;**
- c - 20% par le biais des projets de protection environnemental.**

V - LAMISE EN PLACE DU PROGRAMME EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT RURAL : LA WILAYA DE TLEMCEEN

On ne peut, objectivement, clore notre discussion sur ce programme sans toucher et appréhender l'approche plutôt méso-économique, à savoir une analyse relativement détaillée sur l'application de ce projet dans la Wilaya de Tlemcen, qui se place comme une région à vocation agricole et vouée pour le développement des ménages ruraux.

L'objectif principal du projet destiné pour cette Wilaya réside dans la recherche de réduction de la pauvreté rurale et l'amélioration des revenus des ménages ruraux, et parmi les autres objectifs spécifiques, on relève :

- stimuler et encourager les capacités locales ;**
- réussir et atteindre la contribution de la population locale dans les différents projets de développement de proximité ;**
- soutenir le développement agricole ;**

- **adoption des techniques et mesures en faveur de l'évolution agricole et rurale ;**
- **diversifier la production agricole ;**
- **faciliter les aides financières à la population rurale ;**
- **mettre des dispositifs de stimulation et promotion pour les femmes et jeunes issus du monde rural.**

Il faut mentionner que ce programme concernant cette Wilaya est financé par le F.I.D.A⁴ pour un montant de **11.8 millions de \$**, soit 29.8% du coût total estimé à environ **40 millions de \$**, la contribution du gouvernement algérien s'élève à **24.5 millions de \$**, soit 61.8% du coût total, alors que la contribution des bénéficiaires est de l'ordre de **3.3 millions de \$** et qui représente 8.4% du coût du projet, et la durée du projet s'étale sur sept années.

Le caractère rural du projet exige une disponibilité et une présence accrue de tous les acteurs concernés par cette opération, et notamment la désignation et la connaissance des besoins réels du monde rural, et à cet effet, il s'articule sur cinq composantes :

- **renforcement des initiatives et capacités locales ;**
- **aménagement et révision du terroir rural ;**
- **implication plus diversifiée et intensifiée des exploitations agricoles ;**
- **contribution financière de l'Etat et des organismes financiers, en tenant compte de la promotion de la micro entreprise ;**
- **meilleure synchronisation et coordination entre les décideurs au niveau hiérarchique et les exécutants du projet.**

Il reste à préciser que tous les fondements essentiels et les piliers du projet s'inscrivent dans une logique de développer et rendre un monde rural plus attentif aux bouleversements et mutations à l'échelle nationale et internationale, et permettre une adéquation entre un monde rural en pleine transition et un secteur agricole à la recherche d'une solution e secours, pour le bien du secteur, des concernés, de l'Etat et enfin des régions rurales.

Il faut dire que la zone du projet comprend les 23 communes de la région montagneuse du Nord de la Wilaya indiquée, et se caractérise par un taux de couverture végétale de 16%.

4 F.I.D.A= Fonds International de Développement Rural.

La population vivant dans la zone du projet s'élève à 193 000 habitants, dont 91% qui vivent dans les monts de Traras et 9% dans ceux de Sebaa Chioukh, et le nombre des ménages est de 35 000 avec une taille moyenne qui varie entre 5 et 6 personnes.

Il est important de signaler le rôle des femmes rurales dans cette zone, à travers certains travaux agricoles comme le binage, sarclage, récoltes,...

Concernant la structure foncière, le recensement général de 2001 évaluait à 80,5% le nombre des exploitations du secteur privé dont la taille est inférieure à 10 ha, dont 83,5% dans les monts de Traras et 67,2% dans ceux de Sebaa Chioukh.

Le principal souci des animateurs de ce projet, notamment l'Etat, réside dans la recherche de l'amélioration des revenus des ménages ruraux, étant donné que l'activité agricole constitue la source principale de ces revenus.

Enfin, et concernant les systèmes de production, il existe dans cette zone trois principaux systèmes :

- 1 - un système basé sur la production céréalière et élevage ovin ;**
- 2 - un système céréale jachère ;**
- 3 - un système basé sur la production maraîchère sous serre.**

Certes, certaines contraintes existent dans la concrétisation de ce projet dans cette zone comme :

- 1 - un taux de chômage assez élevé (entre 42% et 63%) ;**
- 2 - une faible taille des exploitations agricoles ;**
- 3 - l'exode rural.**

Mais, aussi certaines opportunités qui peuvent bien être exploitées comme :

- 1 - des ressources halieutiques assez importantes ;**
- 2 - potentialités agricoles et forestières assez élevées ;**
- 3 - une pluviométrie assez généreuse (supérieure à 400 mm par an) ;**
- 4 - un réseau hydrographique dense ;**
- 5 - la disponibilité de la main d'œuvre féminine ;**
- 6 - disponibilité des capacités locales d'encadrement.**

La durée du projet s'étale sur 7 ans (2005-2011) essayera de réaliser les objectifs cités précédemment et sera assuré par une unité de gestion (UGP), en bénéficiant de certaines sources de financement, que ce soit locale par le biais de l'Etat et d'autres organismes à l'instar de la CNMA (Caisse Nationale de Mutualité Agricole) ou le FIDA.

Il est encore, au vu de ce terme, tôt de conclure où de tenter une évaluation de ce projet, mais il est toujours utile de revenir sur la raison d'être de celui-ci qui s'inscrit dans la politique de l'Etat afin de solutionner le phénomène de la pauvreté rurale et la prise en charge des préoccupations des populations pauvres des zones rurales défavorisées, notamment celles situées dans les zones montagneuses.

Ce projet s'apparente à la nouvelle vision de développement rural et la nécessité de coordonner la réussite du développement agricole à travers celle du monde rural, en tenant compte des caractéristiques propres aux régions ciblées et les disponibilités qui existent, tant humaines, financières, techniques où autres, ce qui permettra l'établissement d'un bilan plus réaliste et plus objectif.

CONCLUSION

Bien que la démarche du développement rural soit omniprésente dans les discours officiels, la définition des politiques publiques a du mal à intégrer les dimensions ciblées et envisagées, à savoir les dimensions territoriales.

Dans le contexte d'une prise en charge du monde rural, le territoire est fréquemment vu comme objet et non comme sujet, or la question du développement rural, en Algérie et ailleurs, doit beaucoup s'intéresser sur les capacités d'**action**, d'**initiative**, de **mobilisation** et de **maîtrise** des changements qui peuvent occurer.

La mise en place des projets P.P.D.R (national) où P.D.R.M.T (Wilaya de Tlemcen) requiert et exige une coopération, coordination et consensus entre les différents acteurs concernés, et évite une instrumentalisation uniquement par les pouvoirs publics (Top/Down), pour mieux instaurer une vision plus objective et réelle à travers le processus de décentralisation fort recommandé par les organismes du monde rural et agricole (Down/Top).

Le développement rural est une perspective dans la plupart des dispositifs, mais les représentations locales doivent, elles aussi, s'insérer et s'inscrire dans la même démarche convenue et acceptée par l'Etat, les collectivités locales et surtout les représentants du monde rural et agricole.

Cette approche définit, ainsi, le nouveau rôle de l'agent externe (Decision's Makers) qui agit plutôt comme articulateur, facilitateur et modulateur

selon les exigences et les besoins des acteurs locaux concernés par le projet (Decision's Takers), et nécessite l'aboutissement d'une convergence entre la légitimité et l'utilité de cette intervention étatique et les attentes réelles du monde rural.

Ceci dit, la sensibilisation, le partenariat et l'accord réciproque sont les piliers et les composantes fondamentales du projet du développement rural et toute probabilité de réussite dépend de l'implication et contribution de chacun.

L'engagement mutuel est d'abord fondé sur les connaissances de soi, de ses compétences, de ses limites et de ses contraintes, et cette mutualité entre partenaires sous-entend une prise de conscience ensemble du potentiel que chacun peut offrir à l'autre au sein d'un contexte qui regroupe et réunit des objectifs visés communs.

Le lancement du projet de développement rural (soit national ou régional) ne doit pas se dérober pour ne pas contrecarrer les desseins de l'État en terme de réduction de la pauvreté rurale, ni celles des représentations rurales en ce qui concerne l'amélioration du niveau de vie et la disparition de la précarité et l'isolement.

La question du développement rural trouve sa substance et sa réussite dans un large débat qui exige que chacune des parties impliquées clarifie et explique les attentes d'un tel programme, car la résolution de certaines situations qui restent pendantes, en l'occurrence la dépendance alimentaire, la pauvreté rurale, le chômage agricole et rural, l'isolement et la marginalisation, la précarité et exclusion,..., ainsi que la question de la relance du secteur agricole, transite par l'idée de savoir que le développement rural demeure une affaire qui peut arranger les intérêts de tous les acteurs du monde rural et agricole.

BIBLIOGRAPHIE

1 - MOHAMED SALAH BACHTA et GERARD GHERSI, « Agriculture et alimentation en Méditerranée ; Les défis de la mondialisation », CIHEAM-IRESA-KARTHALA, France, 2004.

2 - A. DJENNANE, « Agriculture et réformes économiques », Thèse de Doctorat, Université de Sétif, 1997.

3 - O. BESSAOUD, « L'Agriculture et la paysannerie en Algérie : les grands handicaps », Symposium des Savoirs en sciences sociales et humaines, Oran, septembre 2004.

4 - G. GORDILLO de ANDA, « Rural developments: New trends and merging Coalitions », FAO, 1997.

5 - ABDELKADER KHELIL, « La Société montagnarde en question », ANEP, Alger, 2000.

6 - P. PELISSIER, « Le développement rural en question : Paysage, Espaces et Systèmes agraires », ORSTOM, Paris, 1984.

7 - S. DRUGUET, « Contribution des Associations au développement Rural », Thèse de Master, CIHEAM, Paris, 2003.

8 - Rapport Annuel du CIHEAM intitulé Agri.Med, Paris, 2006.

9 - Rapport sur le projet de Développement rural dans la Wilaya de Tlemcen, Algérie, 2005.

10 - Rapport de Synthèse du programme du gouvernement, Ministère délégué au développement Rural, Alger, document photocopié, Alger, 2005.

11 - Annuaire des économies alimentaires des pays méditerranéens et Arabes, MEDAGRI, CIHEAM-IAMM, France, 2006.

12 - FAOSTAT, 2005.

13 - Statistiques financières internationales, FMI, 2005.

14 - Revue « Finance et Développement », FMI, décembre 2005.